

Envoyé : jeudi 11 mars 2021 17:47

À : GLATT-QUINTANA, Fabienne; RABUEL, Gregory

Madame la Directrice des Ressources Humaines, Monsieur le Directeur Général,

Nous avons pris acte de votre « COMMUNICATION » à l'adresse des salariés qui tente de nous faire désormais porter le poids de l'échec des négociations que vous nous avez si gentiment proposé d'ouvrir.

Nous serions donc, selon vos « éléments de langage », les seuls responsables de votre échec à réformer l'entreprise au bénéfice des salariés.

Pourtant, depuis l'origine de SFR et jusqu'à maintenant, bien avant que vous ne preniez les commandes de l'Entreprise en 2014, les Organisations Syndicales que nous sommes et que vous tentez de ringardiser alors **qu'elles représentent 80% des salariés**, ont contribué au développement de SFR en signant parfois des accords difficiles, dans l'intérêt de l'entreprise et de ses salariés.

Si nous refusons donc de signer un accord sur vos bases, et que **nous assumons** ce choix, c'est bien qu'il y a dans votre présentation des choses des manquements tels qu'ils interdisent aux Organisations Syndicales RESPONSABLES de s'associer à vous.

Nous assumons en effet de ne pas signer un accord qui consisterait à accompagner, simplement par un calendrier et quelques « mesurette », des destructions d'emplois sur la base d'orientations stratégiques construites de manière mensongère, en fraude des droits légitimes des salariés.

Nous assumons aussi de ne pas être les pantins de vos choix qui, au lieu de construire l'entreprise de demain avec ses salariés, n'ont d'autre ambition que de faire remonter du cash sans tenir compte de l'investissement humain.

Nous assumons également nos propositions car elles se fondent sur vos affirmations : vous ne pouvez pas nous demander simplement de sécuriser vos ruptures de contrats sans, dans le même temps, vous engager sur vos promesses d'embauches et de maintien dans l'emploi du personnel qui souhaiterait évoluer sur les métiers que vous qualifiez d'avenir.

C'est donc votre refus d'assumer vos choix, sans doute publicitaires, qui nous conduit à l'échec des discussions.

Nous assumons donc totalement de vous rappeler votre Responsabilité Sociale d'Entreprise largement épargnée par la crise et qui se croit autorisée à considérer 1700 de ses salariés comme une denrée périssable.

Plutôt que de persister dans une communication stérile et mensongère, revenez à la table des négociations car les salariés attendent de vous de solides engagements à l'horizon 2025 avec l'ambition de ne pas détruire l'emploi, tout en favorisant le renouvellement des effectifs et des compétences.

A défaut, nous prendrons nos responsabilités car nous avons toujours assumé nos choix, même les plus difficiles.

NOUS ASSUMONS !

Signé : l'UNSa, la **CFDT**, et la CFTC.